



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Arrêtons de subventionner les grands distributeurs !

Combien de temps encore les familles paysannes seront-elles prises comme bouc émissaire des grands distributeurs ? Peut-être piqués à vif par la publication du message sur la politique agricole 2011 qui les rend responsables pour plus de 25% de la différence de prix entre la Suisse et l'Europe, les distributeurs s'acharnent à nouveau sur les prix des produits agricoles. C'est ce que six grands distributeurs (Migros, Coop, Denner, Manor, Charles Vögele, Valora) ont fait lors d'une conférence commune le 26 septembre dernier. Depuis 10 ans, les prix aux producteurs ont pourtant baissé de plus de 25% alors que le prix au consommateur continue d'augmenter... Alors qui croit encore que les distributeurs, par leurs attaques incessantes sur les prix agricoles, désirent réduire les prix à la consommation ?

Pour finir qui va payer cette réduction des prix agricoles ? S'acheminer toujours plus vers un modèle agro-industriel à bas prix orienté vers l'exportation engendra des coûts. Jusqu'à quand le consommateur-citoyen sera-t-il prêt à subventionner des routes pour faire circuler des camions de crème, de beurre, des agneaux de Nouvelle Zélande, des dindes asiatiques, des tomates du sud de l'Italie produites avec le sang d'ouvriers polonais, des céréales génétiquement modifiées etc. ? Jusqu'à quand sera-t-il prêt à subir les coûts externes liés à des transports aberrants, augmentant le taux d'ozone en été, provoquant des bouchons sur les autoroutes et dans nos villes ? Jusqu'à quand sera-t-il prêt à payer les loyers et les infrastructures des «palaces de la consommation» construits par les grands distributeurs ? Jusqu'à quand les réserves de pétrole permettront-elles de faire voyager ces produits sans tenir compte des coûts réels ? Les distributeurs veulent faire baisser drastiquement les protections



Les palaces des distributeurs ne sont sûrement pas étrangers aux prix des denrées alimentaires.

à la frontière pour faciliter l'entrée de produits à des coûts qui ne tiennent compte ni des conditions sociales ni des conditions environnementales qui existent en Suisse. Il n'est pas possible d'avoir le beurre et l'argent du beurre !

La proximité est une des meilleures assurances pour des produits de qualité. Chaque citoyen a encore prise sur ce qui est produit, par qui et comment. Les contrôles de la production, de la transformation et de la distribution sont maîtrisables et garantissent une filière sûre. Si le critère du prix entre en ligne de compte pour le consommateur, il est intimement lié aux critères de qualité et de proximité. Les distributeurs suisses ne se comportent de loin pas comme les partenaires commerciaux des familles paysannes, mais comme leurs fossoyeurs. Alors

il serait temps de se poser la question de savoir si ceux-ci sont encore indispensables dans le paysage suisse. Ils prônent le libre-échange agricole avec l'Europe sans tirer, avec quelque humilité, les leçons de l'échec actuel du round de Doha. Si un système de distribution des produits, réparti dans toutes les régions, fonctionnant comme un véritable «service au citoyen», servant de plate-forme d'échanges entre les consommateurs et les producteurs est nécessaire, la politique «économique» prônée par les distributeurs n'est plus acceptable. Peut-être faudrait-il songer à changer les têtes pensantes de ces grandes entreprises et à les remplacer par des personnes ayant un engagement social, environnemental et économique ? Pour le bien de toutes et de tous.

Uniterre



Lait équitable

Un projet à suivre

Page 2



PA 2011

Souveraineté alimentaire

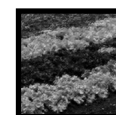
Page 4



International

Un piment piquant

Page 5



Contractuelle

Fontaine-André

Page 7

MARCHÉ LAITIER

IG-Milch relance et relocalise la production laitière autrichienne

Le 5 octobre dernier à Avenches un groupe de producteurs de lait a assisté à la conférence donnée par M. Ernst Halbmayr, président d'IG-Milch. Dans son exposé il a d'abord présenté l'histoire de IG-Milch, l'organisation autrichienne des producteurs de lait, fondée en décembre 2004. Elle regroupe aujourd'hui 6'000 producteurs de lait, représente 20% des producteurs autrichiens et 30% des quantités de lait.

Depuis l'entrée de l'Autriche dans l'UE en 1995 le nombre des producteurs de lait a diminué de moitié, passant de 82'000 à 48'000. Les prévisions des maîtres à penser prévoient 25'000 producteurs en 2015. Ces chiffres représentent l'évolution dramatique de la disparition des paysans dans l'économie laitière. Le marché général de l'emploi est aussi menacé, car chaque producteur de lait assure dans les secteurs en amont et en aval trois emplois. L'exemple des autres pays européens où des exploitations de 1'000 vaches doivent fermer en raison du revenu misérable montre que la croissance ne garantit pas la survie. Au printemps 2004 alors que le moral des producteurs était au plus bas en vue des prévisions à la baisse du prix d'intervention européen, certains supermarchés ont voulu proposer des bradages de lait, dans le cadre de leur concurrence sur les prix.

Ces bradages ont mobilisé quelques centaines de paysans, producteurs de lait, qui ont dénoncé ces pratiques en manifestant avec des vaches et des tracteurs devant l'entrée des supermarchés. Dans une négociation ultérieure les producteurs ont pu imposer un gel des prix et un prix minimum pour le lait de consommation et le beurre. C'est durant l'année 2004 que le mouvement spontané des producteurs s'est consolidé. En décembre a eu lieu l'assemblée de fondation permettant la mise sur pied d'une organisation forte. Par les actions déterminées, le discours omniprésent sur les prix bas a pu être démystifié et les conséquences néfastes et destructrices pour la société ont été démontrées. La revendication pour un prix de lait de 40 cts d'euro net au producteur a trouvé une légitimité auprès de larges couches de la population. Les consommateurs savent qu'à travers leurs choix d'achat, ils peuvent contribuer de manière significative au maintien d'un paysage de cultures et de places de travail dans les régions et garantir ainsi leur propre qualité de vie. Ces actions ont également permis de retourner la représentation

médiatique de la problématique agricole. Et finalement, les producteurs ont retrouvé l'espoir dans l'avenir de leur profession et sont ainsi devenus un partenaire à prendre au sérieux. Avec des panneaux «40 cts /litre – les paysans ont besoin d'un prix équitable» disposés par milliers dans tout le pays le long des routes, IG-Milch a pu populariser la revendication d'un prix juste. Depuis le mois de juin de cette année,

à des mesures de gestion des quantités et de marketing à raison de 10 heures. Les frais comprennent uniquement le coût pour l'inscription de 25 euros. Il est possible que d'autres marques achètent le label «A faire Milch» à condition de verser les 10 cts supplémentaires. Ce concept est proche de l'énergie «verte» proposé en Suisse par les compagnies électriques.

La stratégie d'IG-Milch se base sur la



Les paysans ont besoin d'un prix équitable: 40 cent d'euro par litre!

IG-Milch a fait un pas de plus et a mis le lait équitable «A faire Milch» sur le marché. Chaque litre vendu rapporte 10 cts de plus au producteur. Par sa présentation en rouge et blanc, il est d'emblée évident qu'il s'agit d'une production indigène. Du prix de vente qui se situe à 1.09 euro/litre, 10 cts sont versés sur un compte fiduciaire de IG-Milch. Ce prix est plus élevé que celui du lait biologique, de presque 10 centimes. Une fois par année, cette somme est distribuée aux producteurs en fonction de leur livraison, mais au maximum pour 50'000 litres de lait, ce qui représente la moyenne de production par exploitation autrichienne. La participation est ouverte à tous les producteurs, indépendamment de la laiterie à laquelle ils sont liés. Un changement de laiterie ou une réorganisation des collectes de lait n'est pas nécessaire, car le lait labellisé ne doit pas nécessairement provenir d'une exploitation qui participe. Mais la plus-value est uniquement redistribuée aux producteurs qui ont signé le contrat de lait équitable proposé par IG-Milch. Les conditions du contrat sont le renoncement à un affouragement avec des fourrages génétiquement modifiés, la participation

confiance accordée à ses propres forces et le pouvoir d'avoir une vision active. IG-Milch est totalement indépendant des partis politiques. Le but d'IG-Milch reste de vendre tout le lait autrichien à un prix rémunérateur et équitable et de garantir ainsi l'avenir d'une production laitière de proximité. La concentration est une condition pour le pouvoir sur le marché. Pour cela il est impératif de réunir un maximum de producteurs dans une organisation qui a fixé ses priorités de prix et qui est capable de faire face à la pression des laiteries et des commerçants de détail. IG-Milch fait également partie des organisations de l'EMB (European Milk Board) qui luttent pour un prix équitable au niveau européen.

Rudi Berli

Et en Suisse?

Augmenter le prix du lait par l'intermédiaire des filières commerciales traditionnelles n'est certainement pas une sinécure mais ce n'est pas impossible! C'est ce qu'ont démontré les paysans membres d'IG-Milch. Le tour de force réussi par cette organisation de producteurs réside dans le fait qu'elle a réussi à démystifier les bienfaits du prix bas auprès des consommateurs et leur a proposé directement une alternative de consommation; les produits désignés «A Faire Milch» qui se trouve dans des lieux de commercialisation traditionnels. Ainsi l'acte d'achat se fait en connaissance de cause...

Ce type de projet est-il réalisable en Suisse? C'est ce qu'Uniterre va tenter de définir. Dans un premier temps, il s'agira d'intensifier nos relations avec les Autrichiens. Une délégation d'Uniterre devrait se rendre en Autriche afin de rencontrer et d'échanger des informations avec les responsables et des paysans de l'organisation. Sur place, Uniterre devrait pouvoir comparer les structures d'IG-Milch et celles de nos organisations et analyser plus profondément les étapes clés qui ont été nécessaires à la réalisation et la mise en place du projet! A suivre...

Nicolas Bezençon

Pour plus d'info:
www.ig-milch.at
www.affairemilch.at

Salon des Goûts et Terroirs et souveraineté alimentaire

Fribourg-Solidaire organise un débat public qui se tiendra au Salon Goûts et Terroirs le samedi 4 novembre dès 17h, à la salle 210 d'Espace Gruyère (Bulle), autour du thème: «Souveraineté alimentaire / libéralisme économique: à quel prix?» Le panel sera constitué de Chantal Balet, Jacques Bourgeois, Mamadou Cissokho, Pascal Corminboeuf, Gilles Ducommun, Valentina Hemmeler, Claude Ruey et Luzius Wasescha.

Evolution du prix du lait en Autriche			
Année	Prix producteur (€/dt)	Différence	Prix consommateur (€/100 l)
2000	30,00	25,00	55,00
2001	32,69	27,31	60,00
2002	29,98	31,02	61,00
2003	27,50	30,50	58,00

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS DE LAIT À BERNE

Est-ce que je me suis fait manipuler?

Deux mots d'explication; au point 5 de l'ordre du jour, l'assemblée devait se prononcer sur les principes pour les négociations du prix du lait de cet automne.

En préambule on nous a exposé le point de vue de l'industrie laitière, par le président de son organisation faitière l'AILS (association de l'industrie laitière suisse) dont le discours va bien évidemment dans le sens de dire: la Confédération baisse les soutiens pour le lait d'environ 120 millions de francs. En compensation elle introduit une prime à la vache pour laquelle la Confédération prévoit un budget de 110 millions. C'est pratiquement une opération blanche, les diminutions

de soutiens doivent logiquement être supportées par les producteurs de lait. Position logique, comme Président des industries laitières, il défend leurs intérêts. Dans tout les cas, les arguments développés laissent une trace dans l'esprit des délégués. PSL offre une tribune aux personnes qui ont pour but de diminuer le prix du lait aux producteurs qu'elle est sensée défendre: Est-ce raisonnable? Est-ce naïf? Est-ce réfléchi?

Bref dans la foulée l'assemblée adopte le papier stratégique, lui adjoint une modification, à savoir que l'entier des baisses de soutien doivent être supportées par les transformateurs et les distributeurs, mais elle refuse que la profession débute les négociations

avec une demande d'augmentation de prix de 3 centimes. Belle performance? Devant un parterre d'invités dans lesquels on trouve des représentants des acheteurs de lait!

Est-il possible dans ces conditions d'avoir un débat, ou d'exprimer des opinions divergentes sans (mettre en danger) affaiblir la cohésion de la profession vis-à-vis de l'extérieur? Le résultat de telles discussions ne peut-il pas être récupéré par les acheteurs de lait? Des opinions diverses, la multiplicité des idées, le nombre infini de solutions ne sont-elles plus un signe de richesse de notre profession? Une assemblée où les délégués ne peuvent pas dire se

qu'ils pensent de peur de donner des arguments aux invités qui écoutent. Cette assemblée là est quelque part malade. Où se trouve l'espace de discussion, d'échange d'idées, d'élaboration de solutions? L'agriculture est multiple, la production laitière aussi, c'est une force; cette multiplicité est une réponse à des conditions topographiques, climatiques, sociales souvent fort différentes. Doit-on avoir un seul but, une seule vision pour cette multiplicité? N'est-ce pas un peu réducteur?

Je suis allé à cette assemblée en pensant obtenir des réponses et j'en suis revenu avec plus de questions, dommage.

Jean-Eugène Pasche

Comment les agrosopes voient la Suisse en 2030?

Après la suspension des négociations du round de Doha, il nous semble que le Seco et l'Office fédéral de l'agriculture ont du temps à disposition pour faire des recherches complémentaires. C'est pourquoi nous leur demandons d'approfondir la question du libre-échange sous l'angle des ressources telles que l'eau, le sol et les énergies.

Un des travers pernicieux du libre-échange est celui de fixer comme critère de choix, le seul avantage comparatif. Si une denrée alimentaire peut être produite moins chère ailleurs, autant se fournir là-bas. Cette vision des échanges agricoles amène à des transports exagérés de denrées alimentaires à travers la planète à des prix n'ayant plus aucun lien avec la réalité des coûts. Cette aberration ne concerne pas que la paysannerie suisse. Elle est dénoncée mondialement par les membres de la Via Campesina. La situation est d'ailleurs bien plus dramatique au sud, par exemple en Afrique, dont les marchés sont envahis par des céréales européennes et américaines subventionnées, du riz asiatique ou du poulet brésilien. C'est aussi pour cette raison que les ONG de développement soutiennent toujours plus l'idée de souveraineté alimentaire. Ce trafic alimentaire est aujourd'hui possible parce que les externalités découlant de cette politique ne sont pas prises en compte. Parce que les transports sont, de la même manière, encore trop bon marché et qu'il n'y a aucune véritable réflexion sur la limitation des stocks de pétrole. Routes, rails, aéroports, infrastructures de communication grignotent toujours plus la zone agricole.

Or, aujourd'hui, la plupart des projets de recherche qui sont effectués par les Agrosopes se limitent à une vision de 5 ans, dans le meilleur des cas, 10

ans. Est-il raisonnable de limiter notre perspective à ce court-moyen terme? Les promoteurs du libre-échange agricole poussent à une restructuration très rapide du secteur agricole. En Suisse plus de 2'000 exploitations disparaissent chaque année, dans l'Europe des 25, c'est une exploitation chaque minute. Cette restructuration est justement basée sur l'idée que dans les 5 à 10 ans à venir, les frontières vont s'ouvrir, les prix vont baisser et le nombre de paysans va donc diminuer. Seulement, est-ce que cette marche forcée vers la restructuration a encore un sens si l'on se projette en 2025? Ne sera-t-il alors pas trop tard pour faire machine arrière? Qu'en sera-t-il de notre planète? Aurons-nous dans 20 ans, la même sérénité quant aux réserves pétrolières? Les biocarburants se seront-ils révélés comme la panacée ou comme un simple pansement qui, loin de résoudre le problème, provoqueront la mise en concurrence des personnes voulant manger et celles désirant remplir leur réservoir d'essence? Serons-nous toujours prêts à transporter de l'eau depuis le sud de l'Espagne (les tomates sont composées à 90% d'eau) sans tenir compte du fait que la production intensive du sud de l'Espagne a pollué et asséché les nappes phréatiques? Continuerons-nous à acheter les haricots kenyans et les fraises maliennes où laisserons-nous ces pays produire en premier lieu pour leur population parce qu'ils ne seront plus obligés de rembourser une dette à l'aide de devises? Abandonnerons-nous nos filières comme cela semble être le cas en Suisse pour la dinde, moins chère en Hongrie ou en Asie ou le beurre, moins cher en Allemagne?

C'est ces questions qu'Uniterre souhaite poser aux stations fédérales de recherche. Les familles paysannes ont

souvent une vision relativement durable du développement, par leur attachement à la terre et par le suivi des cycles de la nature. Qu'en est-il de nos dirigeants? Sont-ils conseillés de manière objective par nos chercheurs? Ces derniers leur ont-ils brossé différents scénarii possibles où se sont-ils limités à annoncer que d'ici cinq ans les frontières seront plus ouvertes, les prix plus bas et les paysans moins nombreux? Ou dans l'autre sens, nos chercheurs sont-ils largement influencés et mis dans un carcan par certains promoteurs du libre-échange?

En France, le Ministère de l'environnement a mandaté une étude visant à projeter l'agriculture française en 2025 selon 4 scénarii. Un des scénarii, basé sur des hypothèses réalistes telles que les préoccupations sanitaires et environnementales des citoyen-ne-s, l'intérêt pour une agriculture plus écologique (raisonnée, bio), la hausse du prix du pétrole, la remise en question de l'OMC, prévoit le doublement du nombre de paysans afin de remplir les attentes nouvelles de la société (qualité, proximité des produits, paysage, environnement). Les Agrosopes sont-elles prêtes à lancer un projet de recherche d'analyse prospective similaire afin de confirmer ou d'infirmer les scénarii des chercheurs français?

Uniterre estime indispensable que nous soyons tous, citoyenne et citoyen, informés des perspectives d'avenir au plus près des réalités. Nos élu-e-s doivent pouvoir prendre des décisions en toute connaissance de cause et non uniquement sur le résultat de recherches toujours basées sur les mêmes hypothèses de départ et qui démontrent l'étroitesse d'esprit de ceux qui commandent les études. C'est cette autocensure qui nous

inquiète. Il semble que nous «cherchons toujours dans la même direction» au risque de n'être aucunement préparés à des scénarii pourtant plus que probables.

Valentina Hemmeler

STOP OGM EN CONFERENCE

StopOGM vous convie à venir écouter la conférence que donnera Jacques Testart, le 6 novembre, à 20h30, à la salle du Cazard, à Lausanne, sur le thème: «Technosciences et démocratie», après l'Assemblée générale de StopOGM.

Biologiste bien connu comme l'auteur de la première fécondation in vitro humaine (Amandine est née en 1982), Jacques Testart est un scientifique reconnu, pionnier du génie génétique dans le domaine de la médecine humaine. Il vient de publier «Le vélo, le mur et le citoyen. Que reste-t-il de la science?», dans lequel il fustige l'usage des biotechnologies dans l'environnement (les OGM) comme le symptôme d'une crise de la science et de la démocratie.

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ

026 913 79 84

swiss@animat www.animat.ca

PA 2011

Pourquoi la souveraineté alimentaire n'apparaît pas dans le projet PA 2011?

A l'occasion de la journée internationale de la souveraineté alimentaire qui s'est déroulée le 16 octobre, Uniterre a souhaité s'exprimer sur les raisons qui poussent le Conseil fédéral à ne pas inscrire le principe de la souveraineté alimentaire dans la Lagr.

A force d'en parler, la souveraineté alimentaire est reprise à tour de bras mais rarement dans ce qu'elle a de véritablement innovateur. Elle est citée dans le message du Conseil fédéral au Parlement pour la réforme de la politique agricole (PA 2011). Il vaut la peine de s'y arrêter puisque ce message est un document officiel de la Confédération. A la page 20, dans le paragraphe destiné à la sécurité de l'approvisionnement, pour justifier le fait que le concept de souveraineté alimentaire ne trouvera pas sa place dans la loi sur l'agriculture, le Conseil fédéral argumente en ces termes: *«L'approvisionnement de la population en denrée alimentaire repose principalement sur la production indigène. «...» C'est par une production durable axée sur le marché et pas uniquement par le maintien du potentiel de production qu'il faut contribuer à la sécurité de l'approvisionnement. Aussi le concept de la souveraineté alimentaire figure-t-il implicitement à la let a (de l'article constitutionnel ndlr). Ce concept postule le droit de chaque pays à assurer son propre approvisionnement en denrées alimentaires et à déterminer lui-même le mode de production des produits alimentaires».* C'est réduire le concept de souveraineté alimentaire à peu de choses.

Quelles sont les raisons réelles du refus de l'inclure dans la loi sur l'agriculture? Ceci malgré le fait que son intégration ait été demandée par de nombreuses organisations agricoles, de consommateurs ou environnementales, ainsi que par la commission consultative agricole. Nous vous invitons à une visite de la PA 2011 sous l'angle de la souveraineté alimentaire:

La souveraineté alimentaire désigne le DROIT d'une population, d'une région ou d'un pays à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis de pays tiers.

La souveraineté alimentaire inclut:

- La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan-ne-s et des sans-terres, à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM pour le libre accès aux semences et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.

PA 2011: par la révision de la loi sur le droit foncier rural, le Conseil

fédéral restreint l'accès à la terre et aux crédits en relevant les seuils d'unité de main-d'œuvre standard (UMOS) pour plusieurs dizaines de milliers de familles paysannes en activité. Elle empêche également les jeunes paysans, ruraux ou non, d'accéder à la terre en entravant la reprise à la valeur de rendement ou en encourageant la spéculation foncière en supprimant le contrôle des prix des terrains et des fermages. Par la mise en concurrence de l'agriculture avec ses voisins, en encourageant les familles paysannes à accéder à des marchés extérieurs à des prix ne couvrant pas

réduit drastiquement son droit à se protéger des importations agricoles et alimentaires à prix de dumping. Par le manque d'engagement pour mettre sur pied un organisme permettant de contrôler les fraudes, il ne permet pas aux consommateurs de savoir ce qu'ils consomment. Par une ouverture toujours plus grande des frontières et par la recherche du plus bas prix, les filières seront toujours moins contrôlables et l'information au consommateur toujours moins transparente.

- Des prix agricoles liés aux coûts de production. C'est possible à condition

sous des coûts de production. Produire des surplus signifie l'effondrement des prix à la production. Si les organisations doivent prendre sérieusement en main la gestion de l'offre, elles doivent également être soutenues par des dispositions légales qui permettent de réguler les marchés et qui empêchent les positions dominantes de quelques grandes entreprises. Pour garantir des prix liés aux coûts de production, de véritables contrats doivent être conclus entre les partenaires du marché. Ces contrats doivent comprendre le prix, les quantités, le calendrier de livraison et les critères de qualité. Aujourd'hui, ces différents points sont rarement discutés comme faisant partie d'un tout.

- La participation des populations aux choix des politiques agricoles.

PA2011: à l'exemple de la consultation sur PA 2011 qui a mobilisé plus de 350 instances (organisations, cantons, associations etc.) et dont quasi aucune des oppositions n'ont été prises en compte, nous sommes en droit de nous poser la question de la véritable participation des populations, même dans une démocratie directe telle que la nôtre...

- La reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

PA2011: ici aussi, les efforts à fournir restent importants. Jusqu'à quand les paysannes devront-elles lutter pour obtenir réellement un statut qui soit reconnu? Droit à un salaire pour le travail fourni quotidiennement sur l'exploitation, droit à contracter un crédit pour leurs activités, reconnaissance de leurs droits lors du divorce ou du veuvage?

Cette courte démonstration révèle -à l'aide de quelques exemples- les raisons profondes du refus d'inclure la souveraineté alimentaire dans la loi agricole ou de la confondre habilement avec la notion de sécurité alimentaire. Si nous devons appliquer la souveraineté alimentaire, le projet actuel de politique agricole devrait être entièrement reformulé et une véritable consultation devrait être engagée. La position de la Suisse à l'OMC devrait également être réexaminée.

Valentina Hemmeler



La manifestation navale du 27 juillet, organisée par les pêcheurs philippins à Genève. Elle était accompagnée d'une manifestation terrestre sur les quais de la Via Campesina.

leurs coûts de production, elle n'a plus comme priorité une production locale pour nourrir la population. Bien que la commission consultative agricole ait souhaité que l'agriculture suisse renonce aux OGM, et malgré le résultat de l'initiative pour un moratoire, la PA 2011 ne s'exprime pas sur le sujet.

- Le droit des paysan-ne-s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et par qui et comment l'aliment est produit. - Le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.

PA 2011: par la réduction des prix seuils pour les céréales fourragères, par la mise aux enchères des contingents tarifaires pour la viande et les pommes de terre par exemple, par la réduction des droits de douane pour de nombreux produits, le Conseil fédéral

que les Etats ou les Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, et s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.

PA2011: par les réformes successives de la politique agricole, les prix des produits ne sont absolument plus liés aux coûts de production. L'exemple du lait est flagrant. Avec un coût de production moyen de Fr. 1.10.-/kg, (chiffre des stations fédérales de recherche agronomique) nous sommes loin de l'objectif avec un prix du lait se situant en moyenne à 70 centimes. En ne mettant aucune barrière sérieuse aux augmentations des quantités de lait destinées aux exportations, nous ne maîtrisons plus les volumes sur le marché, nous produisons des excédents que nous exportons largement en des-

CD de musique, 21 artistes pour la souveraineté alimentaire et La Via Campesina, 32.-, disponible au secrétariat.

INTERNATIONAL

La culture du piment qui fait rougir...

Carlos Marentes, directeur du projet «Travailleurs agricoles frontaliers-Border agricultural workers project» était présent lors des rencontres de La Via Campesina de juillet 2006 à Genève sur la souveraineté alimentaire. Cette organisation américaine, membre de La Via Campesina, est basée à El Paso, ville qui se situe à cheval entre la frontière Mexicaine et les Etats du Texas et de New Mexico.

L'organisation des travailleurs agricoles frontaliers a été créée en 1983 afin de soutenir les travailleurs agricoles migrants de la région d'El Paso. Des milliers de personnes à la recherche d'un emploi migrent dans une des régions la plus agricole des Etats-Unis. Entre 5'000 et 12'000 travailleurs demeurent en permanence dans la région d'El Paso, que ce soit sur les terres texanes ou du Nouveau Mexique. Près de 5 millions de travailleurs agricoles sont comptabilisés aux Etats-Unis dont 10'000 sont des enfants. Le revenu moyen de ces travailleurs agricoles aux USA atteint à peine les 7'000 dollars par an alors qu'une famille avec un revenu inférieur à 18'000 dollars par an est déclarée comme vivant au dessous du seuil de pauvreté.

Des campagnes mexicaines aux Etats Unis

80% des travailleurs agricoles des Etats-Unis sont des paysans des zones rurales mexicaines où survivre relève presque du défi. Au début des années 90, des paysans mexicains endettés brulaient leurs tracteurs devant les banques qui voulaient saisir leurs biens suite à des faillites en cascade. Nombreux sont ceux qui ont perdu leurs terres après l'accord de libre-échange nord américain (ALENA) entre les USA, le Mexique et le Canada, entré en vigueur en 1994. Selon une estimation, en 12 ans, entre 4 et 5 millions de paysans mexicains sont devenus des « sans-terre ». Ce lien direct entre les travailleurs agricoles migrants et les paysans mexicains a permis de créer des coalitions entre les organisations paysannes mexicaines et les organisations américaines des travailleurs migrants. Par ailleurs, l'organisation des travailleurs frontaliers enregistre de plus en plus d'adhésion de femmes. 30'000 femmes migrantes, installées depuis longtemps aux USA dans l'industrie du textile, ont perdu leur emploi lorsque l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain a provoqué la délocalisation de l'industrie du textile vers l'Amérique centrale. Elles deviennent une main-d'œuvre facile pour le secteur agricole. C'est le double effet boomerang de l'ALENA.

Les grandes manifestations des travailleurs migrants aux USA au printemps 2006 ont eu un écho jusque dans la presse suisse. Suite à des restrictions dans la législation sur la migration et la volonté d'expulser des milliers de migrants sans statut légal, ces der-

niers se sont mobilisés à travers tous les Etats-Unis pour revendiquer leurs droits. Le mouvement s'est également élargi aux travailleurs non-migrants du secteur agricole, de la construction et des services. Des politiciens se sont emparés du dossier sans vouloir réellement lutter contre les causes de cette migration non-désirée: la dégradation des conditions sociales et économiques au Mexique, pays voisin, réservoir de main-d'œuvre bon marché, subissant de plein fouet la concurrence de ses deux voisins du nord.

Agriculture et conditions de travail

Les Etats du Texas et du Nouveau Mexique ont fortement développé la

champs, une récolte de 6 à 8 heures, un retour de 2h, une attente d'environ 2 heures pour être payés... La plupart des employés sont payés à l'unité: plus ils récoltent, plus ils reçoivent d'argent. Mais cela signifie aussi que les jours de maladie ne sont pas comptés, que les personnes âgées sont moins payées, que la sécurité de l'emploi n'existe pas.

A la sous-enchère salariale s'ajoute les problèmes de santé. Depuis la fin des années quatre-vingt, la culture du piment est soumise à de fortes pressions sanitaires (ravageurs et maladies). L'utilisation de divers pesticides est devenue indispensable dans une production intensive et non-diversifiée. La manipulation des pesticides qui sont souvent utilisés de manière inadéquate et sans protection particulière, est l'un

vices sociaux et l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs familles. Une loi sur les relations du travail entre employeurs et employés, le «Labour relation act», existe aux Etats-Unis depuis 1945, mais elle n'inclut pas le secteur agricole. Seuls deux Etats l'ont étendue à ce secteur (Californie et Hawaï). Il n'y a donc aucun cadre légal pour fixer les relations contractuelles entre les ouvriers et leurs patrons. Créer un syndicat, s'organiser, mettre en œuvre des négociations et être reconnu par l'autre partie est donc un défi de taille. Les tentatives de mobilisation pour augmenter les salaires ou améliorer la protection des travailleurs, par le biais de grèves par exemple, se sont souvent soldées par des licenciements. Les punitions collectives sont courantes: les employeurs ont usé de leurs relations avec les autorités de l'immigration pour supprimer les permis de travail des syndiqués ou pour empêcher l'entrée de certaines personnes sur territoire américain.

Sur le plan salarial par exemple, à chaque début de saison, l'organisation choisit l'une des grandes entreprises agro-alimentaires et renforce l'organisation des travailleurs pour qu'ils puissent obtenir un meilleur revenu. Si une augmentation est obtenue, celle-ci peut devenir une base de négociation dans les entreprises voisines.

Bien que les principaux problèmes des travailleurs soient liés au revenu et à la santé, l'organisation les sensibilise également aux enjeux politico-économiques internationaux. Les grandes entreprises d'agro-business, favorisées par une politique orientée vers l'exportation sont l'une des sources directes des mauvaises conditions d'emploi. Les relations entre les exploitations paysannes familiales de la région et l'organisation des travailleurs sont bonnes puisqu'ils s'engagent pour des objectifs similaires. Le droit d'exister, d'avoir un travail décent, dans des conditions sociales, sanitaires et économiques acceptables. Les liens se sont donc également renforcés avec la coalition nationale des agriculteurs familiaux, membre de La Via Campesina. Ces derniers encouragent d'ailleurs les travailleurs agricoles à s'installer sur des exploitations afin de tenter de ralentir la destruction du tissu rural. Les fermes familiales ont disparu au profit de grandes entreprises industrielles. La lutte pour plus de paysans existe également aux Etats-Unis.

Valentina Hemmeler



Les travailleurs agricoles à New Mexico dans une parcelle de piments.

culture maraîchère et celle des piments. Le plus grand employeur de cette main-d'œuvre précaire est l'industrie du piment qui se situe essentiellement au Nouveau Mexique. Elle produit les deux tiers de la consommation globale du pays et emploie près de 5'000 travailleurs. Le piment est la fierté de l'Etat. Il rapporte des centaines de millions de dollars à un petit nombre de holdings.

Mais cette industrie est largement basée sur l'exploitation des travailleurs agricoles qui sont «à disposition» des entreprises 16 heures par jour pour un revenu moyen de 30 dollars: des entrepreneurs se chargent de recruter à minuit des travailleurs qui attendent depuis quelques heures dans les rues et places d'El Paso. S'ensuit un trajet de près de 2 à 3 heures pour atteindre les

des problèmes principaux rencontrés par les travailleurs. Selon des études officielles, près de 40% des travailleurs ont été directement en contact avec des produits hautement toxiques. Moins de 10% des travailleurs ont suivi une formation sur leur manipulation. De nombreuses maladies ont été détectées dont des cancers de la peau, des troubles neurologiques et des avortements. Ceci alors que ces migrants n'ont pas ou peu accès aux services médicaux.

Travail syndical ardu

Ces problèmes étant récurrents, l'organisation des travailleurs s'engage depuis plus de 20 ans pour la mise en place de comités de travailleurs chargés de promouvoir leurs droits, leur formation syndicale et sanitaire, l'accès aux ser-

Nombreux sont les pays de l'or vert

Le Conseil national a accepté à une majorité confortable de modifier la loi sur les huiles minérales et soutient ainsi, par des mesures fiscales, la production des biocarburants. C'est réjouissant de constater que l'intérêt pour une telle production est partagé. Néanmoins, comme nous l'avons déjà écrit, et sans vouloir peindre le diable sur la muraille, il s'agit de bien analyser les avantages et inconvénients d'une telle production. Sous nos latitudes, il s'agit essentiellement du blé, maïs et betteraves pour le bioéthanol et des oléagineux pour le biodiesel.

La ruée vers l'or vert

La Suisse n'est pas la seule à s'intéresser fortement à ce «nouveau» type de filières. Les pays du sud, l'Europe, les Etats-Unis, l'Asie: tous se bousculent au portillon pour lancer de nouveaux projets. Avec, malheureusement, les effets pervers qui s'en suivent. Dans certains pays, comme en Indonésie, la forêt primaire est abattue pour être remplacée, à perte de vue, par des plantations de palmiers. Cette culture est jugée comme l'une des plus rentables pour ce type de produit. En Argentine, comme ailleurs en Amérique latine, les petits paysans sont chassés de leurs terres pour céder leur place à de grandes industries qui installent des monocultures destinées à alimenter nos réservoirs de voitures. Citons à ce sujet un article paru sous le titre «Des terres qui rapportent du blé» dans Libération¹: «Pergam (Pergam Finance, un fonds d'investissement lancé par le banquier français Olivier Combastet ndlr), via sa société Campos Orientales, voit grand et fait ses emplettes dans la pampa, en Amérique du Sud. «Nous sommes associés depuis deux ans avec la famille Hirsch, qui possède le groupe Bunge et des milliers d'hectares en Argentine et en Uruguay. Bunge nous sert de tête chercheuse pour acheter des exploitations agricoles que nous restructurons en multipliant rapidement la productivité par deux. Ces hectares constituent ensuite des parts pour nos épargnants», explique Olivier Combastet. L'idée, nouvelle en Europe, balbutiante aux Etats-Unis, est de mettre la main sur bien plus que des terres agricoles. «Les centaines d'hectares de maïs et de soja disponibles, par exemple en Uruguay, sont autant de barils dormants de carburant vert du style éthanol dont la demande mondiale devrait exploser dans les années qui viennent», analyse Combastet. Il suffirait de faire passer ces terres d'un modèle d'agriculture extensive, comme c'est actuellement le cas, à un modèle plus intensif à l'Européenne pour décrocher le jackpot».

Tout à coup, les hectares en friches ou mis en valeur par des familles paysannes pour le marché local, deviennent de potentielles mines d'or pour les investisseurs. Il y a de quoi faire chauffer la bourse et attirer les innombrables multinationales telles que Shell, Total, Lockheed Martin, Cargill, Monsanto qui ne s'y sont pas trompés. Reste qu'il y a de quoi être quelque peu inquiet lorsqu'on voit qu'en sus de

l'agro-alimentaire, les multinationales du pétrole et de l'armement s'intéressent aux terres agricoles et à leurs produits...

Le potentiel écologique

De nombreuses études semblent confirmer que le bilan énergétique global n'est pas forcément positif, surtout si aucune politique sérieuse n'est engagée parallèlement pour réduire notre consommation d'énergies fossiles. Nombreux de ces cultures développées sur de grandes surfaces nécessitent l'utilisation importante d'intrants. Le risque serait de tirer un trait sur les efforts fournis depuis plusieurs années pour diminuer l'utilisation d'herbicides, insecticides ou engrais et pour encourager la rotation

(OCM) des céréales -plus précisément son mécanisme d'intervention permettant d'éviter une chute trop forte des prix européens- est en ligne de mire de la commission européenne. Malgré l'opposition de certains pays celle-ci vient d'autoriser la vente à bas prix, par adjudication, de certaines productions afin d'approvisionner la filière de bioéthanol et rester ainsi concurrentielle sur le plan international. En privant l'OCM d'un de ses principaux outils de stabilisation du marché, cette sous-enchère aura inévitablement une répercussion sur les prix des céréales alimentaires.

De la même manière, il faut être extrêmement prudent lorsque l'on tente

prix et de gestion des quantités au sein de cette filière.

- ne pas mettre sur pied d'égalité aliment et carburant au risque de voir bientôt les produits agricoles être assimilés à des produits industriels.

Estomac ou réservoir, une concurrence déloyale?

Côté social, qu'en est-il de la problématique de la mise en concurrence de ceux qui ont faim et de ceux qui veulent rouler? Quel est notre rôle en tant que paysan-ne-s, citoyen-ne-s dans un débat qui met sur pied d'égalité un réservoir et un estomac? Il va sans dire que le pouvoir d'achat, et donc le potentiel d'influence sur le marché d'un automobiliste européen ou d'un sous-nourri des bidonvilles ou des zones rurales du Sud n'est pas comparable... D'après une étude, un seul plein d'éthanol pour une grosse 4x4 correspondrait aux besoins alimentaires en céréales d'une personne pendant une année². La question de l'éthique mérite donc d'être posée.

Les biocarburants version durable?

Malgré les effets pervers d'un marché international des biocarburants, il ne faut néanmoins pas tourner le dos aux biocarburants sans y voir les réels intérêts. C'est en effet une énergie, qui, produite et consommée localement, pourrait s'avérer intéressante sur bien des plans. Pourquoi ne pas développer de véritables filières locales «Suisse garantie» où les biocarburants serviraient essentiellement comme énergie pour les exploitations agricoles. Des producteurs se spécialiseraient dans cette filière et fourniraient leurs collègues à un prix couvrant les coûts de production. L'environnement en serait soulagé, une vraie diversification serait lancée et l'image de l'agriculture encore améliorée. Pour ne pas accentuer les déséquilibres planétaires, ce type de production devrait s'ancrer localement. A moins que nous préférerions recommencer le même cycle que nous avons vécu avec les productions de céréales américaines à prix hors concurrence qui permettent de nourrir des poulets chinois qui finissent dans le ventre de nos concitoyen-ne-s suisses.

Valentina Hemmeler



Le colza ne sert pas qu'à faire de l'huile pour les consommateurs. Il attise les appétits des multinationales.

des cultures. Les biocarburants pourraient s'avérer des bombes écologiques à retardement si les bonnes pratiques agricoles devaient être sacrifiées sur l'autel de la demande en énergie.

Les biocarburants pourraient influencer le prix des céréales, négativement

En France, un scénario qui remplacerait 5% de l'essence par des biocarburants impliquerait d'utiliser 15 à 20 % des surfaces agricoles actuelles pour fabriquer de l'énergie. Ceux qui espéraient que la «pénurie» de stock engendrée par un «déclassement» de certaines céréales pour la filière bioéthanol provoquerait une hausse des prix pourraient être déçus... Des décisions de politique agricole (énergétique?) seraient sur le point d'orienter les prix à la baisse afin de doper la filière bioéthanol. En effet, l'organisation commune du marché

d'utiliser la politique énergétique pour résoudre les questions agricoles telle que la gestion des quantités. La transformation de betteraves européennes en bioéthanol s'est sûrement avérée être un réel coup de pouce pour les producteurs européens dont la politique d'exportation avait été condamnée par l'OMC et qui se retrouvaient avec des tonnes de betteraves sur les bras. Mais ce sont des solutions à court terme qui ne nous dispensent pas de mettre sur pied une réelle gestion des quantités, pour chaque filière.

La matière première utilisée pour les biocarburants ne doit pas provenir des surplus structurels de la filière alimentaire. Les filières alimentaires et énergétiques se doivent d'être clairement séparées et ceci pour plusieurs raisons:

- éviter des impacts sur les prix.
- développer de réelles politiques de

1 «Des terres qui rapportent du blé», Libération, jeudi 10 août 2006

2 Lester Brown, Earth policy institute (Washington) cité dans un article de Geoffrey Lean dans The Independent on Sunday.

AGRICULTURE CONTRACTUELLE

A l'Abbaye de Fontaine-André, les légumes se commercialisent sous contrat

Sise depuis près de 1000 ans sur les hauteurs de Neuchâtel, l'Abbaye de Fontaine-André est une magnifique bâtisse qui accueille depuis une vingtaine d'années des groupes, séminaires et promeneurs neuchâtelois et d'ailleurs. Le domaine agricole de l'établissement, d'une surface de 12 ha, est loué à la famille Gisler. L'activité principale de l'exploitation est l'élevage de chèvres et de moutons avec une transformation et une commercialisation sur site de différents fromages, notamment à base de lait de chèvre. L'exploitant gère également 0.5 ha de culture maraîchère en pleine terre, 3 tunnels non chauffés et une petite serre chauffée pour la production des plantons. La production de légumes sert d'une part à alimenter la cuisine de l'Abbaye et d'autre part à fournir les légumes pour le projet des «paniers de légumes».

Ce jeune projet est né il y a bientôt deux ans, à l'initiative d'Urs Weber, un maraîcher de deuxième formation. C'est à la suite d'un article de presse et d'une rencontre avec Bernard Boschung, l'actuel président du «Lopin Bleu» qu'il décide de se lancer. Il contacte la famille Gisler et expose son idée. L'accueil est positif. Urs est donc engagé pour développer son projet. Nous l'avons rencontré et nous lui avons posé quelques questions. **Cette année, votre initiative d'agriculture contractuelle fêtera ses deux ans, pourriez-vous nous faire un bref bilan de votre expérience?**

U.W.: Plutôt positive. La quasi totalité de notre production maraîchère est vendue en directe via le magasin de la ferme, à la cuisine de l'établissement, et surtout via les paniers contractualisés. Aujourd'hui, l'activité liée à la production de légumes représente un poste de travail à 70%, réparti entre la famille Gisler et moi.

Nous livrons nos paniers à un rythme hebdomadaire de mai à décembre, soit durant trente semaines. Nous avons sept points de distribution répartis entre Neuchâtel, St-Blaise et Peseux, là où habitent la plupart de nos quarante familles. Afin de les satisfaire au mieux, nous avons développé deux types de panier; un grand et un demi. Chacun contient entre cinq et dix sortes de légumes biologiques différents, selon la production du jour.

Le contrat pour le grand panier est à 800.- CHF par année, soit 26.-CHF par panier et par semaine. Le demi-panier est à 500.- CHF. A ce jour, quarante familles/personnes ont passé un contrat avec nous et une vingtaine sont déjà sur

une liste d'attente. L'approvisionnement de la cuisine de l'Abbaye équivaut, en moyenne, à la production d'une dizaine de grands paniers chaque semaine.

Aujourd'hui, vous ne mettez dans les paniers que des légumes, alors que l'exploitation produit, transforme et vend une multitude d'autres produits, notamment des fromages. Est-ce qu'à l'avenir le panier pourrait se diversifier?

U.W.: Difficile à dire. Cela dépend éga-

Il est donc difficile de faire beaucoup mieux. Dans un proche avenir, nous ne pensons pas forcément augmenter le nombre de contrats mais développer l'offre, la qualité de nos produits et les rapports avec nos consommateurs. Nous pourrions également développer de meilleures synergies avec la cuisine de l'établissement. Un agrandissement de la structure de production signifierait des investissements financiers importants et une charge de travail supérieure,



Les jardins de l'Abbaye de Fontaine-André

lement des envies des consommateurs. Dans un avenir proche, nous n'allons sans doute pas chercher à diversifier les produits mais plutôt les variétés de légumes. Le projet est encore jeune et nous avons d'autres points chauds à régler, notamment au niveau de la répartition de la production durant la saison. Cependant, il est clair que les contacts directs et réguliers avec nos consommateurs ont permis de mettre en avant tous les produits mis en vente dans notre magasin à la ferme. Une promotion non négligeable qui influence les résultats de l'exploitation.

Après deux ans de fonctionnement, vous avez déjà une liste d'attente de consommateurs qui voudraient adhérer à votre association. À l'avenir, pensez-vous développer cette activité, en terme de nombre d'adhérents par exemple?

U.W.: Actuellement, la valorisation de l'ensemble des produits issus de l'exploitation est déjà très satisfaisante. La majorité des légumes sont vendus en directe et la production laitière est transformée et vendue sur l'exploitation.

aujourd'hui difficilement supportable tant par moi que par la famille Gisler. Le plaisir de travailler est une valeur que nous ne voulons pas négliger. Un point sur lequel nous travaillons actuellement concerne l'agrandissement des paniers avec une offre de légumes de garde livrés en hiver, de décembre à avril en cinq fois. Nous avons essayé cela l'hiver passé avec un nombre limité de paniers. L'expérience fût concluante. Cette année, nous allons donc essayer de réitérer l'expérience avec tous les paniers inscrits. L'idée étant de développer un abonnement annuel.

Certaines initiatives d'agriculture contractuelle de proximité ont reçu une aide financière ou un équivalent en heures de travail pour créer et lancer le projet! Quand est-il du votre?

U.W.: Nous n'avons fait aucune demande! Il est donc logique que nous n'ayons pas été soutenus financièrement par une quelconque organisation. Avec notre petite structure, nous n'avons pas eu besoin de faire beaucoup de publicité pour obtenir nos quarante contrats. Le bouche à oreille, un article dans le

quotidien Le Courrier, le site internet de l'Abbaye de Fontaine-André et quelques papillons disposés dans le magasin de la ferme ont largement suffi.

Parallèlement à l'industrialisation de l'agriculture au niveau mondial, de plus en plus de systèmes de commercialisation directe voient le jour en Europe et ailleurs dans le monde. Que vous inspire cette évolution?

U.W.: C'est une réaction saine et compréhensible. Aujourd'hui, l'industrialisation galopante de la production alimentaire montre quelque peu ses limites. Les problèmes qu'elle engendre sur les sociétés rurales en général et sur l'environnement sont visibles et reconnus. Les scandales alimentaires défrayent régulièrement la chronique et nous, par notre acte d'achat, commençons à prendre conscience de notre emprunte écologique et sociale. Je perçois donc ces rapprochements entre paysans et consommateurs comme une manière citoyenne de se réapproprier la filière alimentaire et un moyen pour le consommateur de soutenir le type d'agriculture qu'il souhaite pour l'avenir. Une agriculture décentralisée, justement rémunérée, productrice de produits alimentaires, respectueuse de notre environnement et de notre biodiversité. A ce titre, je me suis récemment engagé dans l'association Rétropomme, une association pour la sauvegarde du patrimoine fruitier de Suisse romande.

A Neuchâtel, une autre association d'agriculture contractuelle de proximité, «Le Lopin Bleu», livre ses paniers. Quels contacts entretenez-vous avec elle?

U.W.: Nous avons de bons contacts. Elle fonctionne bien je crois. Cela montre que ce type de commercialisation répond à une demande des consommateurs et qu'il y a de la place pour tout le monde. Nous ne livrons pas le même type de produits, nous sommes donc complémentaires. Aujourd'hui, les neuchâtelois ont la possibilité d'améliorer considérablement le taux de souveraineté alimentaire personnel en se rendant dans les marchés et en passant des contrats avec des agriculteurs pour des légumes et des produits de garde; à eux d'en profiter!

Propos recueillis par N. Bezençon

Pour en savoir plus, contactez Urs Weber au 032/724.47.79 ou consultez les sites internet:
www.fontaine-andre.ch
www.uniterre.ch

ESB

Ce printemps, le Tribunal fédéral a débouté les 2'206 agriculteurs qui ont fait recours contre la Confédération sur la crise de l'ESB. Restait à savoir si un recours auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg était envisageable. Nous avons mandaté notre avocat pour faire une évaluation rapide de l'opportunité de recourir. Celui-ci nous a informé début septembre que les chances d'être reçus à Strasbourg étaient infimes. C'est donc avec regret, après avoir épuisé toutes les démarches possibles dans la plainte contre la Confédération, que nous nous voyions dans l'obligation de mettre un terme à cette procédure. Cette dernière était indispensable car elle a permis de mettre à jour plusieurs défaillances et a poussé la Confédération à être un peu conséquente avec le principe de précaution. Considérons que ces efforts seront utiles pour que la Confédération soit mieux à même de gérer d'éventuelles autres crises. Il nous reste aujourd'hui à boucler les comptes de ce grand dossier. D'ici peu nous pourrons vous informer du solde restant sur le compte commun. Agora et Uniterre se réuniront prochainement pour proposer, en fonction du solde restant, une utilisation possible. Vous en serez plus largement informés dans le journal du mois de novembre.

EN BREF...

Uniterre a notamment:

- Pris position sur l'ordonnance concernant la protection des animaux
- Suivi l'évolution du dossier PA 2011 en main de la commission du Conseil des Etats
- Réagi par voie de presse à une nouvelle prise de position des grands distributeurs qui accusent les familles paysannes des coûts trop élevés des denrées alimentaires
- Organisé une conférence de presse et une assemblée pour demander une augmentation du prix du lait et invité nos collègues autrichiens pour nous présenter leur projet de lait équitable
- Demandé à l'OFAG et au seco, lors de la journée internationale sur la souveraineté alimentaire, de lancer une étude prospective sur la situation de la Suisse en 2030, avec 4 scénarios extrêmes allant du libre-échange jusqu'à une politique de souveraineté alimentaire
- Soutenu techniquement StopOGM pour la préparation d'initiatives ou/et motions parlementaires ayant trait aux OGM et pour leur communiqué sur le riz transgénique
- Décidé avec Agora de renoncer à un recours à la Cour Européenne des Droits de l'Homme sur la procédure de plainte ESB (plus d'infos suivront)
- Pris position dans des journaux non-agricoles sur les modifications du droit foncier rural proposées dans le cadre de PA 2011.
- Maintenu ses contacts avec les syndicats dans le cadre de la plate-forme pour une agriculture socialement durable
- Pris des contacts avec différentes écoles d'agriculture pour présenter le syndicat Uniterre aux étudiants.
- Participé à une table ronde lançant le projet «Mon panier bio»

NOUVEAU SITE POUR UNITERRE

Nous avons le plaisir de vous informer de la mise en ligne du nouveau site d'Uniterre. En tapant www.uniterre.ch vous partez à la découverte des différents sujets que nous traitons, prenez connaissance des derniers communiqués de presse de votre syndicat ou encore des différents partenariats existants pour mieux soutenir la lutte paysanne.

Facile d'accès, riche de multiples rubriques le site ne demande qu'à être alimenté. Si vous désirez y voir apparaître de nouvelles rubriques, n'hésitez pas à nous contacter.

www.uniterre.ch

NOUVELLE STRATÉGIE À L'OMC: LA DIPLOMATIE SILENCIEUSE

Suite à l'échec de juillet dernier, l'OMC change de stratégie. Afin d'éviter les pressions populaires sur les négociations, les Etats membres ont décidé de rendre leur politique encore moins transparente... De très nombreux contacts ont lieu entre les pays pour faire avancer le dossier agricole. C'est ce qu'on appelle la «diplomatie silencieuse». Avec un risque à ne pas sous-estimer: lorsque la décision sera prise, il faudra la faire avaler par les Parlements, les syndicats ou autres forces de la société. Vu les larges mobilisations qui ont eu lieu ces dernières années, on peut s'attendre à de fortes réactions.

Parallèlement, de très nombreuses négociations pour des accords bilatéraux de libre-échange sont en cours. C'est la nouvelle politique de l'Union Européenne qui, par le biais de son commissaire au commerce, Peter Mandelson, va conquérir de nouveaux marchés en Asie par exemple. Des négociations préliminaires sont en cours avec l'Inde, la Chine, la Corée du Sud ainsi qu'avec l'ASEAN (dix pays du sud-est asiatique). Cette stratégie leur permet de placer leurs services, de protéger leurs investissements et d'accéder à de nouveaux marchés publics sans pour autant sacrifier leur politique agricole. La Suisse ne fait pas autrement, mais elle pèse évidemment bien moins lourd que l'Union Européenne dans le marché mondial et le changement de stratégie de l'UE a bien plus d'impacts sur l'OMC.

Valentina Hemmeler

CAMPAGNE CONTRE LE PARAQUAT

Uniterre soutient la campagne lancée par la Déclaration de Berne qui demande à Syngenta de retirer son produit (déjà interdit en Suisse) de la vente sur le plan international.

Le PARAQUAT (gramoxone extra) est l'herbicide le plus contesté au monde. En Suisse, l'utilisation du PARAQUAT n'est pas autorisée. Cependant, dans plusieurs pays en développement, des employés de plantations et des petits cultivateurs utilisent le PARAQUAT pour éliminer les mauvaises herbes. Des dizaines de milliers de personnes s'intoxiquent chaque année. Lors d'accidents ou de tentatives de suicide, des milliers de personnes décèdent d'une mort terrible. Il n'existe aucun antidote.

La multinationale suisse Syngenta est le plus important producteur au monde de pesticides. Grâce au PARAQUAT, Syngenta engrange chaque année plusieurs centaines de millions de francs de chiffre d'affaires.

L'objectif, d'ici mi-novembre, est qu'au moins 50'000 personnes soutiennent la campagne et déclarent Syngenta «coupable» dans l'affaire PARAQUAT.

www.tribunal.paraquat.ch

